

Financé par
le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Ambassade d'Italie à Abidjan

Projet

Insertion et Stabilisation Socio - Economique des Jeunes et Femmes dans la Province du Séno
(Région du Sahel) »

Le présent projet est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le Ministère Italien des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale

Convention de Délégation n°. T05-EUTF-SAH-BF-02-01

AVIS DE VACANCE DE POSTE PROFESSIONNEL N. 1

CHEF D'EQUIPE (Coordonnateur du Projet)

Conformément au décret-loi italien 165/2001 Art.7 6 alinéa, l'Ambassade d'Italie à Abidjan, assisté par le Bureau de Ouagadougou de l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS), recrute un Chef d'Equipe (Coordonnateur du Projet) dans le cadre du Projet « Insertion et Stabilisation Socio - Economique des Jeunes et Femmes dans la Province du Séno (région du Sahel) » financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale (ci-après dénommé « Projet »).

Le contrat aura une durée de 33-34 mois

DESCRIPTION DU PROJET

Dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique, le bureau AICS de Ouagadougou en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Aménagement Hydraulique du Burkina Faso (MAAH), ont défini un projet d'intervention dans la Province du Séno. La Convention de Délégation a été signée le 28 novembre 2016.

L'objectif général du projet est de contribuer à la stabilité régionale dans la province du Séno et à une meilleure gestion des migrations, en s'attaquant aux causes profondes d'instabilité, de déplacements forcés de populations et de migration irrégulière, en accroissant les opportunités économiques, l'égalité des chances, la sécurité et le développement.

Deux objectifs spécifiques sont visés par le projet :

OS 1: Améliorer la résilience des ménages vulnérables par l'augmentation des productions agropastorales, la sécurisation foncière et la gouvernance locale des ressources naturelles.

OS 2: Augmenter les revenus des jeunes et des femmes par le développement d'activités génératrices de revenus (micro-entreprises, petites entreprises) et parallèlement renforcer le leadership féminin, la stabilité et la cohésion sociale (prévention des crises).

Donc, l'action favorisera l'insertion socioéconomique et la fixation des jeunes et des femmes dans leurs communautés par un accès qualitatif aux facteurs économiques de production en investissant dans les aménagements agropastoraux, les infrastructures de mise en marché, la formation et l'organisation des acteurs des filières et l'accès au micro-crédit pour accroître les revenus et la sécurité alimentaire. Le but final est celui de réduire les migrations d'origine économique des jeunes, de favoriser l'insertion et la participation au développement des femmes.

La durée du projet est de 36 mois.

Période indicative de démarrage : la fin du processus de sélection.

Lieu d'affectation: Ouagadougou (Burkina Faso) avec des missions dans les zones d'intervention du programme et à Abidjan (pour coordination avec l'Ambassade d'Italie à Abidjan).

Rémunération: 10.000 euros par mois /brut

1. PRINCIPALES FONCTIONS

Le chef d'Equipe (Coordinateur du Projet) s'acquittera de ses tâches et de ses responsabilités sous la supervision et en étroite collaboration avec l'Ambassadeur d'Italie à Abidjan et le Responsable du Bureau de l'AICS (Agence Italienne pour la Coopération au Développement) de Ouagadougou. Il/elle assurera la conduite de l'Unité de Gestion du Projet afin de le mettre en œuvre le projet, coordonner les activités et veiller l'atteinte des résultats escomptés. Il/elle assurera que le projet sera mis en œuvre en étroite synergies avec les autres initiatives financées par la coopération italienne et celles financées par le Fonds fiduciaire ou tout autre bailleur, exécutées dans les mêmes zones d'intervention.

A ce titre, il/elle sera directement responsable des tâches suivantes:

- Assurer la gestion globale technique et administrative du Projet.
- Assurer la liaison avec les parties concernées au niveau central et local (par exemple, le ministère de tutelle et les autorités régionales).
- Préparer des Termes de Référence pour la sélection des experts locaux à court et à long terme et participer, sur demande, à leur sélection.
- Gérer le budget du Projet.

- Définir les documents initiaux pour le début du projet (Plan opérationnel, budget détaillé, plan de procurement, etc.)
- Elaborer les rapports techniques (semestriels, annuels, final) et tout autre document nécessaire au suivi de l'action.
 - •Coordonner la formulation technique des appels d'offres et des appels à propositions concernant les subventions, contrats de services, de travaux et de fournitures conjointement avec l'Agent d'Approvisionnement (Légal) et Administratif
- Suivre les aspects techniques et financiers liés aux contrats.
- Assurer la préparation, dans les délais, de tous les rapports techniques et financiers demandés par l'UE et le MAECI-DGCS.
- Aider les missions externes techniques et d'évaluation, y compris l'audit, et organiser toute la documentation requise.
- Promouvoir des activités de communication, d'information et de visibilité conformément au manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne et au plan de communication, y compris les ateliers d'ouverture et de clôture et les événements liés au Projet.
- Contribuer à la mise à jour du plan de communication et de visibilité du Projet.
- Représenter la coopération italienne dans les rencontres/ateliers concernant les domaines d'intervention du projet organisées par les autorités nationales et/ou locales, la DUE de Ouagadougou et le bureau AICS de Ouagadougou.
- Effectuer toute autre activité nécessaire à la bonne mise en œuvre du Projet.

2. PROFIL DU CANDIDAT

Formation:

Diplôme universitaire de niveau 7 du Cadre Européen des Certifications (CEC) dans le domaine des sciences agricoles et forestières, sciences économiques, ou dans des domaines similaires d'étude
 Les candidats peuvent se prévaloir des équivalences pour l'admission à la compétition publique, publiées sur le site Internet du Ministère de l'Education, de l'Université et de la Recherche www.miur.it

D'autres diplômes de niveau 7 du Cadre Européen des Certifications (CEC) seront considérés si le candidat a une expérience professionnelle d'haut niveau dans le secteur d'intervention.

Langues:

La maîtrise de l'italien et du français oral et écrit est indispensable, de niveau C1 du Passeport Européen des Langues.

Expériences et compétences requises:

- Expérience professionnelle progressive requise de 10 ans minimum après l'obtention du diplôme dans les secteurs d'amélioration des opportunités économiques et d'emploi, et/ou de la résilience et sécurité alimentaire et nutritionnelle, avec des organisations internationales et /ou des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, y compris les organisations de la société civile et les autorités locales.
- Expérience antérieure en qualité de Coordinateur du Projet des autres programmes de développement, avec des responsabilités dans la coordination et la gestion et dans la gestion d'équipe.

- Excellente maîtrise des procédures de la Coopération Italienne et de l'Union Européenne (par exemple EU-EuropeAid) couvrant également la gestion des fonds.
- Expérience professionnelle dans la préparation et la révision des documents d'appel d'offres et/ou des appels à propositions.
- Expérience de travail avec des organismes gouvernementaux nationaux et locaux liés au secteur d'intervention, ainsi qu'avec d'autres contreparties et donateurs internationaux / nationaux, en particulier l'UE.
- Excellente maîtrise des outils en matière informatique et des programmes Microsoft, Outlook, feuille de calcul et Internet.
- Etre immédiatement disponible à occuper le poste

Critères préférentiels qui seront pris en compte :

- Expérience dans la gestion de Conventions de Délégation avec l'UE
- Diplômes d'études supérieures (Master-Doctorat).
- Expérience dans la Gestion du Cycle de Projet dans le cadre des programmes de développement économique et social.
- Expérience antérieure au Burkina Faso et /ou dans la région du Sahel.

3. EVALUATION DES CANDIDATURES

La sélection sera effectuée par une Commission d'Evaluation, nommée par l'Ambassadeur, selon les critères suivants :

Éducation, expérience, compétences et critères préférentiels (max 70 points) :

Vérification de la possession des conditions essentielles et préférentielles requises sur la base de la documentation présentée par le candidat, notamment en ce qui concerne les titres académiques obtenus et l'expérience professionnelle acquise.

Les candidats ayant obtenu au moins 55 points seront inclus dans la liste restreinte et seront convoqués à l'entretien.

Entretien (max 30 points) :

Les entretiens d'embauche seront réalisés par conférences téléphoniques (par exemple Skype) ou en personne chez l'Ambassade d'Italie à Abidjan.

Aucun remboursement ne sera accordé à ceux qui voyageront vers la Cote d'Ivoire pour l'entretien.

Les candidats ayant obtenu au moins 70 points à la fin du processus de recrutement, seront inscrits dans la liste finale des candidats admissibles, pour une période de 1 an.

A vote égal, les candidats plus jeunes seront préférés.

4. COMMENT POSTULER ?

La soumission de la demande dûment signée doit comporter le numéro de l'avis de vacance de poste professionnel. La demande doit être rédigée en français et inclure une déclaration –juridiquement contraignante-(conformément à l'article 46 du D.P. italien D. 28.12.2000 n ° 445) qui indique :

- a. Nom, prénom, date et lieu de naissance.
- b. Lieu de résidence.
- c. Citoyenneté.
- d. Seulement pour les citoyens italiens, préciser le nom de la municipalité où le candidat est inscrit sur la liste électorale.
- e. Déclaration d'absence de culpabilité pour infraction criminelle ou procédure pénale en instance.
- f. Aucune implication dans l'action légale ou pénale en cours pour les crimes contre l'administration publique.
- f. Les certificats d'études indiquant les dates d'obtention et les noms des Institutions Académiques.
- h. La pleine possession des droits politiques et civils.
- i. Ne pas avoir été licencié pour faute par un bureau de l'administration publique.

Toute fausse déclaration entraînera des sanctions pénales conformément à l'article 76 du D.P.R. 28.12.2000, n. 445.

La demande doit également inclure:

1. Lettre de motivation en français.
2. Copie du passeport en cours de validité.
3. Curriculum vitae en français (format Europass).
4. Passeport Européen des Langues (version française).
5. Déclaration de prendre immédiatement le poste

Le candidat doit également fournir un numéro de téléphone et un courrier électronique pour les communications. Il/elle doit communiquer tout changement intervenu après la soumission de la candidature. La demande signée et toutes les pièces jointes doivent être reçues **au plus tard à 12h00 (heure de l'Europe Centrale) le jour 5 mars 2017 à l'adresse mail suivante : ambasciata.abidjan@esteri.it**

Nous encourageons les candidats à soumettre la demande bien avant la date limite. L'objet du mail doit contenir le numéro de l'avis du poste.

5. EXCLUSION DES PROCEDURES DE SÉLECTION

Les demandes contenant les défauts suivants ne seront pas prises en considération:

- a) Les demandes avec l'omission de toute information demandées dans la présente annonce;
- b) Les demandes non signées;
- b) Les demandes reçues après la date et l'heure limite indiquée dans l'annonce.

6. RÉSULTATS DE LA SÉLECTION

Les candidats retenus seront informés des résultats du processus de sélection.

7. PROTECTION DE LA VIE PRIVEE

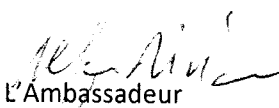
Les candidats, sans ambiguïté, donneront leur consentement à l'utilisation de leurs données personnelles aux fins du présent processus de sélection (d. Italien n.196 / 2003).

8. CLAUSE DE PROTECTION

A tout moment du processus de sélection, l'Ambassade d'Italie à Abidjan se réserve le droit de mettre fin au processus de recrutement.

« Le contenu du présent avis de vacance de poste professionnel relève de la seule responsabilité du Ministère Italien des Affaires Etrangères et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'avis de l'Union européenne. »

Abidjan, le 3 février 2017


L'Ambassadeur
Alfonso Di Riso